

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 03/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/08/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL**

36 rue de la Manufacture  
CS40639  
45160 Olivet

Références : Visite ICPE du 26/08/2025  
Code AIOT : 0010005610

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement AXEREAL implanté Lieu-dit :Bois des Brûlis 36130 Montierchaume. L'inspection a été annoncée le 19/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL
- Lieu-dit :Bois des Brûlis 36130 Montierchaume
- Code AIOT : 0010005610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEREAL est autorisée à exploiter un silo de stockage de céréales par arrêté préfectoral d'autorisation n° 92-E-2545 du 3 décembre 1992, complété par l'arrêté n°2006-06-210 du 26 juin 2006. La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 15 décembre 2017.

Les activités classées, au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- stockage de céréales (rubrique n° 2160.2a) sous le régime de l'autorisation, la quantité maximale stockée étant de 24 400 m<sup>3</sup> ;
- stockage d'engrais liquide (rubrique n° 2175) sous le régime de la déclaration, la quantité maximale stockée étant de 1 500 m<sup>3</sup>.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	60 jours
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	60 jours
13	Portes extérieures	Arrêté Préfectoral du 26/06/2006, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
12	Dispositifs de découplage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2006, article 16	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Identification des zones à risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le plan du site sur lequel sont représentées les zones à risques. La dernière mise à jour est de octobre 2018. L'exploitant a indiqué que le site n'a pas subi de modification pouvant impacter la validité du plan.</p> <p>Sur site, l'inspecteur a constaté, par sondage, qu'à l'entrée de la tour de manutention, il est matérialisé par une affiche le risque d'explosion identifié pour cette zone.</p> <p>A l'entrée, les consignes de sécurité et d'exploitation sont rappelées ainsi que le rappel des procédures concernant le risque particulier de la zone.</p>

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 2 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les permis de feu sont délivrés suivant la procédure de délivrance établie par le groupe AXEREAL. L'ensemble des consignes de sécurité qui s'appliquant sur le site est répertorié dans un dossier. Les consignes sont affichées sur les portes d'accès (vérifié par sondage pour la tour de manutention).</p> <p>Il est rappelé la nécessité de consulter le responsable du site avant toute intervention pour étudier la sécurité du site.</p> <p>Pour toute intervention d'une entreprise extérieure, un plan de prévention est également établi. Ce plan rappelle la nécessité du permis de feu pour toute intervention générant un point chaud.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 3 : Interdiction d'apporter du feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Une affiche est apposée à l'entrée du site rappelant que le site est classé et qu'il est interdit de fumer sur l'ensemble du site.

Des pictogrammes rappellent cette interdiction (de fumer) à l'entrée des zones vues par l'inspecteur.

L'inspecteur n'a pas constaté d'interdiction clairement affichée d'apporter du feu sous une forme quelconque (autre que de fumer)

**Constat: l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque n'est pas affichée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 4 : Travaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Permis de feu

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

**Constats :**

L'inspecteur, par sondage, a consulté les interventions réalisées par les sociétés ACS2M et MCS. Ces travaux ont été réalisés à proximité de zones à risque Atex.

Pour ces interventions des permis de feu ont été établis :

- ACS2M pour une intervention le 10 juin 2025;

<p>- MCS pour une intervention le 02 août 2024.</p> <p>Des plans de prévention ont été établis pour ces entreprises:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ACS2M: Plan de prévention signé au 26 mai 2025 valable jusqu'au 31 janvier 2026</li> <li>- MCS: Plan de prévention signé au 2 février 2024 valable jusqu'au 31 janvier 2025</li> </ul> <p>Les plans présentés étaient valables pour les périodes correspondant à l'établissement des permis de feu respectifs.</p> <p>Ces plans comprennent les éléments requis et notamment la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants, et l'adaptation des matériels.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Plan de prévention**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :</p> <p>[...]</p> <p>2.Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérigènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens des articles R. 4411-2 à R4411-6 du code du travail.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux permis de feu consultés par l'inspecteur (du 10 juin 2025 pour ACS2M et du 2 août 2024 pour MCS ) concernent des activités en présence de matières combustibles et à proximité d'une zone Atex.</p> <p>- ACS2M: Plan de prévention signé au 26 mai 2025 valable jusqu'au 31 janvier 2026</p>

<p>- MCS Plan de prévention signé au 2 février 2024 valable jusqu'au 31 janvier 2025</p> <p>Ces plans sont valables pour les périodes d'interventions ayant donné lieu à la rédaction des permis de feu consultés.</p> <p>Ces plans de préventions consultés aux points précédents ont bien été établis pour les entreprises intervenantes dans les conditions décrites par la présente prescription, (travaux exposant à des produits et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables..) .</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Dispositions du plan de prévention**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008, article /</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article R4512-8 du Code du travail</p> <p>Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>3. Les instructions à donner aux travailleurs ;</li> <li>4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;</li> <li>5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspecteur a consulté les plans de préventions établis pour les entreprises ACS2M et MCS :</p> <p>- ACS2M: Plan de prévention signé au 26 mai 2025 valable jusqu'au 31 janvier 2026;</p> <p>- MCS: Plan de prévention signé au 2 février 2024 valable jusqu'au 31 janvier 2025.</p> <p>Ces plans comportent l'ensemble des éléments requis.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>



/
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>[...]</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspecteur a consulté deux permis de feu établis pour les interventions relatives aux entreprises ACS2M ( 10/06/2025) et MCS (02/08/2024). Les interventions de ces entreprises ont fait l'objet de plans de préventions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ACS2M: Plan de prévention signé au 26 mai 2025 valable jusqu'au 31 janvier 2026</li> <li>- MCS Plan de prévention signé au 2 février 2024 valable jusqu'au 31 janvier 2025</li> </ul> <p>Ces plans sont valables pour les périodes d'intervention ayant donné lieu à la rédaction des permis de feu consultés.</p> <p>Ces plans de prévention mentionnent notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses;</li> <li>- les moyens de prévention spécifiques correspondants;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser;</li> <li>- les conditions d'entretien de ces matériels et installations;</li> <li>- la justification de la réalisation des conditions d'entretien.</li> </ul> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Travaux et sous traitance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
<b>Constats :</b>  Pour les permis de feu consultés, relatifs aux interventions des entreprises ACS2M ( 10/06/2025) et MCS (02/08/2024) les interventions ont fait l'objet de plans de préventions. Ces plans signés du responsable de chaque société précisent que la sous-traitance n'est pas autorisée à intervenir sans avoir averti le donneur d'ordre. Cette intervention donnera alors lieu à référencement et à l'établissement d'un plan de prévention pour l'entreprise concernée. Il n'a pas été constaté, sur les interventions consultées par l'inspecteur, de recours à de la sous-traitance par ces entreprises.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.  Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

**Constats :**

Les plans de prévention présentés à l'inspecteur (ACS2M et MCS) prévoient que le signataire de l'entreprise extérieure s'engage à le communiquer à tous les intervenants de sa société.

Ces documents prévoient que les intervenants ont pris connaissance du plan de prévention signé, et reçoivent annuellement une formation relative aux consignes de sécurité par la société Axereal. Il est également mentionné que les intervenants extérieurs doivent être formés à la manipulation des extincteurs.

L'exploitant a présenté également le plan d'intervention du site (version du 6 octobre 2018).

L'inspecteur note que les permis de feu prévoient la mise à disposition d'un extincteur (ou réserve d'eau) .

Il est également indiqué dans les plans de prévention consultés que "en cas d'urgence, le personnel des sites a autorité pour arrêter les travaux". Toutefois il n'est pas indiqué concernant les intervenants extérieurs, la conduite qu'ils doivent tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

**Constat:**

**L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les consignes prises et communiquées aux intervenants extérieurs concernant la conduite à tenir en cas de sinistre.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 10 : Surveillance fin de travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Fin de travaux

**Prescription contrôlée :**

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué qu'un contrôle est effectué en fin de travaux et puis à intervalles réguliers. Les rondes (de chantier et fin de chantier) sont consignées dans le permis de feu qui est conservé par l'exploitant.

L'inspecteur a consulté les permis de feu des interventions du 2 août 2024 (MCS) et du 10 juin 2025 (ACS2M).

Ces permis sont effectivement renseignés en ce qui concerne les rondes effectuées à l'issue des travaux.
<b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
/
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Electricité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>[...].</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds [...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspecteur a consulté les rapports de vérification des installations électriques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport Dekra du 10 janvier 2024</li> <li>- Rapport Dekra du 29 janvier 2025</li> </ul> <p>La fréquence de contrôle annuelle est respectée.</p> <p>Le rapport de contrôle de 2025 relatif à l'avis de l'organisme de contrôle sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ne fait état que d'un écart classé U3 (Écart documentaire ou organisationnel ne concernant pas directement la sécurité des personnes ou écart technique dont la correction peut n'être faite qu'à moyen terme).</p> <p>Le rapport de l'année 2025 relatif aux risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds n'appelle pas d'autre remarque.</p> <p>Il a également été établi un rapport de vérification global des installations électriques:</p>

- Rapport DEKRA du 29 janvier 2025.

Ce rapport est accompagné du document Q18 qui conclut que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant a présenté le document récapitulatif des observations ayant entraîné la conclusion du document Q18.

Il indique que le responsable en charge de la maintenance procède dans ce cas à la réfection des anomalies relevées en privilégiant les défauts selon leur gravité et ancienneté. Il fait ainsi procéder aux travaux, et consigne sur le rapport de contrôle la date de la réfection.

L'exploitant a ainsi produit ce document qui mentionne la réfection le 12 mai 2025 de 4 défauts sur les 6 identifiés. Les défauts ayant fait l'objet de la réfection sont ceux identifiés dans le document Q18 pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant doit justifier de la levée de l'ensemble des écarts constatés dans le rapport Dekra du 29 janvier 2025.

**Constat:**

**Tous les défauts de l'installation électrique relevés lors du dernier contrôle périodique n'ont pas fait l'objet d'une réfection.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 12 : Dispositifs de découplage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2006, article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Découplage

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les découplages sont conformes aux préconisations et dimensionnements de l'étude des dangers et en particulier, l'exploitant s'assure de la pérennité dans le temps des découplages suivants:

Volume A	Volume B	Découplage
Tour de manutention	Espace sur cellule silo 4	deux portes s'ouvrant vers la tour et équipés d'un système

		tour et équipés d'un système de fermeture automatique
Tour de manutention	Espace sur cellule silo 3	une porte s'ouvrant vers la tour et équipée d'un système de fermeture automatique
Tour de manutention	Galerie sous cellule du silo 3	procédures
Galeries sous cellules	Cellules	Mise en place de procédures pour les différentes phases de fonctionnement

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la publication du présent arrêté les éléments permettant de justifier le caractère suffisant de la résistance des dispositifs de découplage mis en place. Une attention particulière est portée aux systèmes de fixation de ces dispositifs et de fermeture des portes.

[...]

Pour assurer le découplage des galeries sous-cellules avec les autres volumes des silos, l'exploitant s'assure que les dispositions suivantes sont bien mises en application :

- en phase de remplissage, les portes de la galerie ainsi que toutes les trappes de visite doivent être fermées,
- en phase de vidange, l'ensemble des trappes non indispensables à la vidange doit être fermé ,
- en phase d'arrêt, l'ensemble des ouvertures donnant à l'extérieur de la galerie (portes et trappes de visite) doit être fermé.

Ces dispositions sont reprises dans les consignes d'exploitation.

Un nettoyage régulier des galeries doit également être réalisé.

#### Constats :

En application de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2006, l'exploitant a transmis à

Monsieur le préfet de l'Indre, par courrier du 11 octobre 2006, les éléments permettant de justifier le caractère suffisant des dispositifs de découplage mis en place. La note de réponse a été validée par le tiers-expert de la société SME Environnement, qui mentionne que «les portes métalliques à fermeture automatique sont de résistance égale ou supérieure, compte tenu de leurs épaisseurs, aux parois métalliques (1,5mm contre 0,75mm). La fixation du cadre a été réalisée selon les règles de l'art. Cette fixation est par nature supérieure au mode de fixation des bardages. Les portes permettent donc le découplage des structures.»

- Lors de la visite, l'inspecteur a constaté la bonne fermeture des portes faisant partie du dispositif de découplage depuis la tour de manutention:
    - 2 portes d'accès vers silo 4 (grand silo)
    - 1 porte vers silo 3 (petit silo)
    - 1 porte vers galerie silo 3
    - 1 porte vers galerie silo 4.
- Ces portes sont en bon état apparent. L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée sur ces portes et facilement visible par le personnel.  
Les galeries sous cellules étaient correctement nettoyées.

- Les portes des galeries de reprise et de ventilation n'ont pas de dispositifs de fermeture automatique. La conception des portes ne permettant pas la mise en place de dispositifs de fermeture mécaniques, l'obligation de maintenir les portes fermées est rappelée dans une consigne, affichée sur ces portes et facilement visible par le personnel.
- Il est rappelé que lors de l'inspection du 25 avril 2019, l'exploitant avait indiqué que pour palier à l'absence de dispositif de fermeture automatique et en sus de la procédure applicable, il a mis en place le dispositif suivant : la ventilation des silos est asservie à la fermeture des portes équipées de détecteurs de fermeture/ouverture (des galeries de reprise) (détecteurs présents).  
Test de l'asservissement de la ventilation à la bonne fermeture des portes vers les galeries:  
Il a été procédé, à un test de bon fonctionnement de l'asservissement de la ventilation à la fermeture des portes d'accès vers la galerie sous silo 3 et sous silo 4.  
Test effectué: mise en fonctionnement de la ventilation alors que la porte séparant la tour de manutention et la galerie de reprise du silo 3 était ouverte : la ventilation n'a pas démarré et un défaut est apparu sur l'écran de supervision (aucune opération de remplissage ou de vidange ne peut alors être effectuée).  
Le même test a été mené sur la porte de la galerie de reprise du silo 4.  
Ces deux tests ont été concluants.  
En phase d'arrêt, la procédure visant à assurer la fermeture des portes reste applicable.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 :** Portes extérieures

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2006, article 3

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3 : Conformité des installations, études des dangers Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés, et en particulier, l'étude des dangers, qui définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets des accidents susceptibles de survenir. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspecteur rappelle une demande précédente formulée lors de la visite du 25 avril 2019: <i>"L'accès à la voie ferrée depuis la tour de manutention se fait par une porte coulissante. En cas d'explosion dans la tour de manutention, cette porte doit résister à la pression et servir de découplage, afin de limiter les impacts sur la voie ferrée. La résistance de cette porte n'a pas été étudiée."</i> L'exploitant n'a pas fourni d'éléments de réponse à ce constat.  En outre, au jour de la visite du 26 août 2025, l'inspecteur a également constaté la présence d'une autre porte d'accès depuis la tour de manutention vers la voie ferrée (vers passerelle en hauteur). Or, au paragraphe 5.1 de l'annexe 2 de l'étude de dangers du 12/06/2002, dans lequel le scénario d'explosion de la tour est étudié, il n'est pas mentionné la présence de ces deux portes pouvant constituer des points faibles dans la structure de la tour de manutention.  <b>Constat:</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la prise en compte des deux portes extérieures de la tour de manutention lors de l'étude des effets d'une explosion dans la tour dans l'étude de dangers de 2002.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours